

Le théoricien de
l'économie dénonce
l'aveuglement de la
logique néolibérale
et de la libéralisation
totale du commerce
international.
Et plaide pour un
protectionnisme
éclairé.



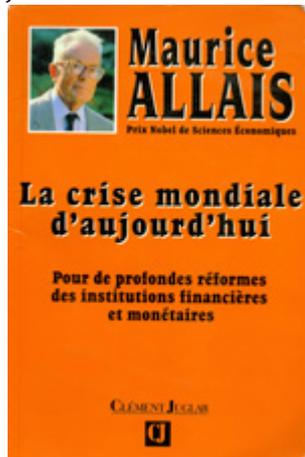
J'ai eu la chance de connaître personnellement Maurice Allais, quelques années avant sa mort, et nous avons eu souvent tous les deux de longues conversations, chez lui et au téléphone, sur l'Union européenne, sur le libre-échange, sur la création monétaire, sur l'anisotropie de l'espace (...) et sur... le processus constituant dévoyé comme source de l'impuissance politique populaire □

Cet homme avait constitué une incroyable bibliothèque (d'autodidacte en économie), plus de 30 000 livres je crois ; il y en avait partout □ Il ne lisait pas les synthèses et commentaires universitaires sur les grands auteurs, me disait-il, il lisait les grands auteurs eux-mêmes, directement dans le texte. Tous... Il avait commencé sa formation économique, me racontait-il souvent, en recalculant carrément lui-même toute la comptabilité nationale... Il m'avait offert son petit livre sur ce sujet, d'ailleurs (« *Les fondements comptables de la macro-économie. Les équations comptables entre quantités globales et leurs applications* », 1954). En matière d'économie, il n'avait pas été conditionné par la Faculté, il avait grandi — et il pensait — librement. Son premier grand livre, passionnant, « *Économie et intérêt* », analysait en détail les mécanismes du crédit, décisifs pour toute l'économie ; et il y expliquait — et condamnait — la création monétaire pratiquée par les banques privées (p. 273 et s., par exemple). C'était en 1947 !

Il avait surtout le courage de contredire frontalement la doxa économique (la pensée unique imposée, prétendument « libérale »), même au prix de sa renommée : il a été bâillonné par *la presse-devenue-feuille-de-propagande-bancaire* jusqu'à sa mort, pour avoir osé fulminer contre la politique révoltante de l'Union européenne, tempêter contre les scandaleuses politiques néolibérales, protester contre le détestable et ruineux « libre-échange », vitupérer les banquiers privés (qu'il appelait *des faux-monnayeurs*) pour avoir confisqué la création monétaire aux nations, admonester les gouvernements qui dérégulaient au lieu de réguler... Bref, vous imaginez comme j'étais à l'aise en discutant avec cet économiste-là □ Nous nous tutoyions et nous nous appelions par nos prénoms (alors que Maurice, comme beaucoup d'ingénieurs, appelait même ses amis par leur nom de famille). J'ai de la nostalgie pour cette époque, où j'avais l'impression de devenir l'ami de Keynes □ Cette proximité me donnait de l'assurance et de la force, à un moment (2007) où j'en avais bien besoin, car tout ce que je découvrais — et que je voulais dire — était très hétérodoxe, et donc pas facile à assumer.

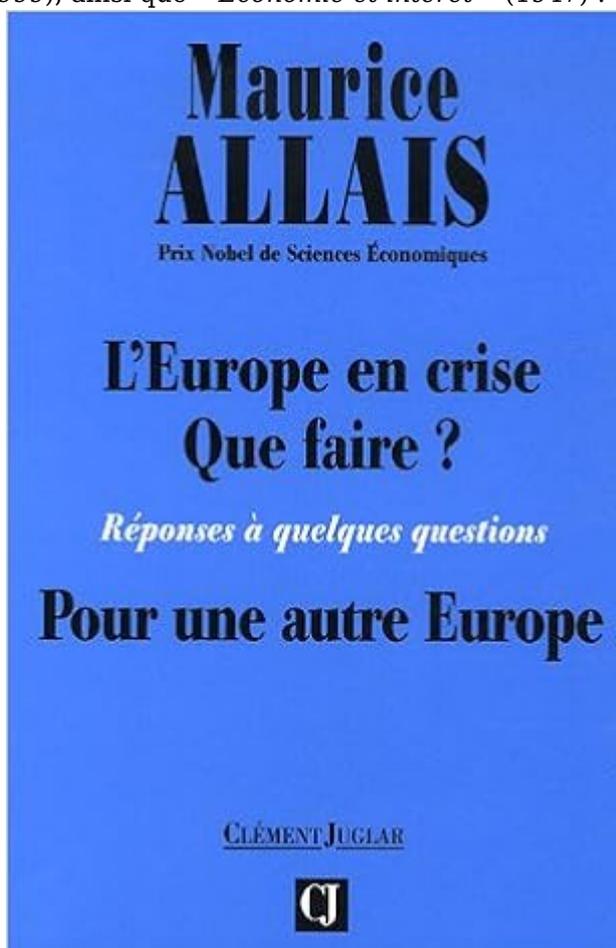
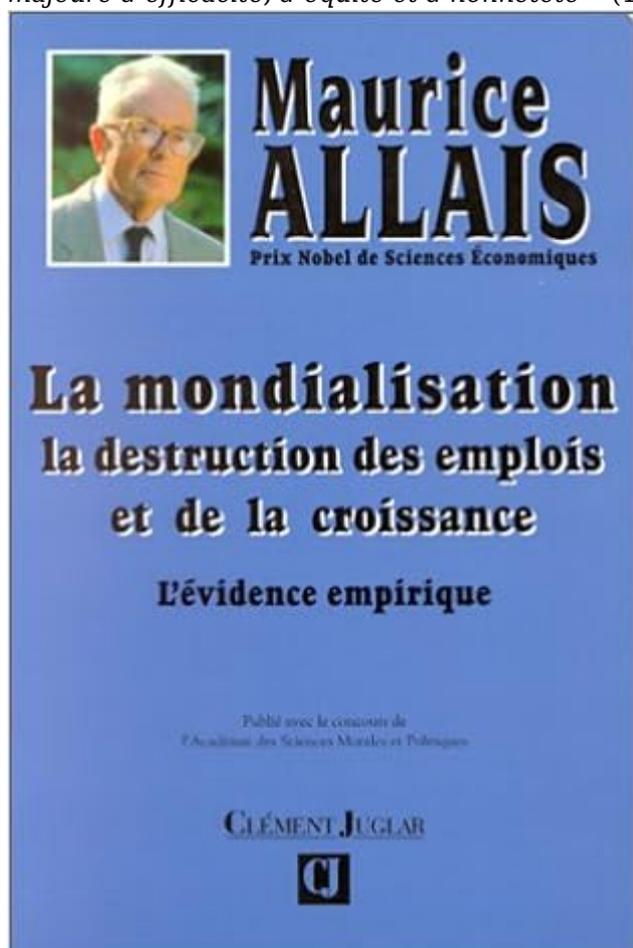
En janvier 2008, j'avais évoqué avec insistance l'article 104 du traité de Maastricht et l'importance centrale du travail de Maurice Allais sur la création monétaire abandonnée aux banques privées (j'avais aussi parlé ce jour-là d'Annie Lacroix-Riz, autre précieuse lanceuse d'alerte, sur les origines scandaleuses du carcan unioneuropéen), lors d'une courte conférence à l'IEP d'Aix-en-Provence (avec Raoul Marc Jennar) :

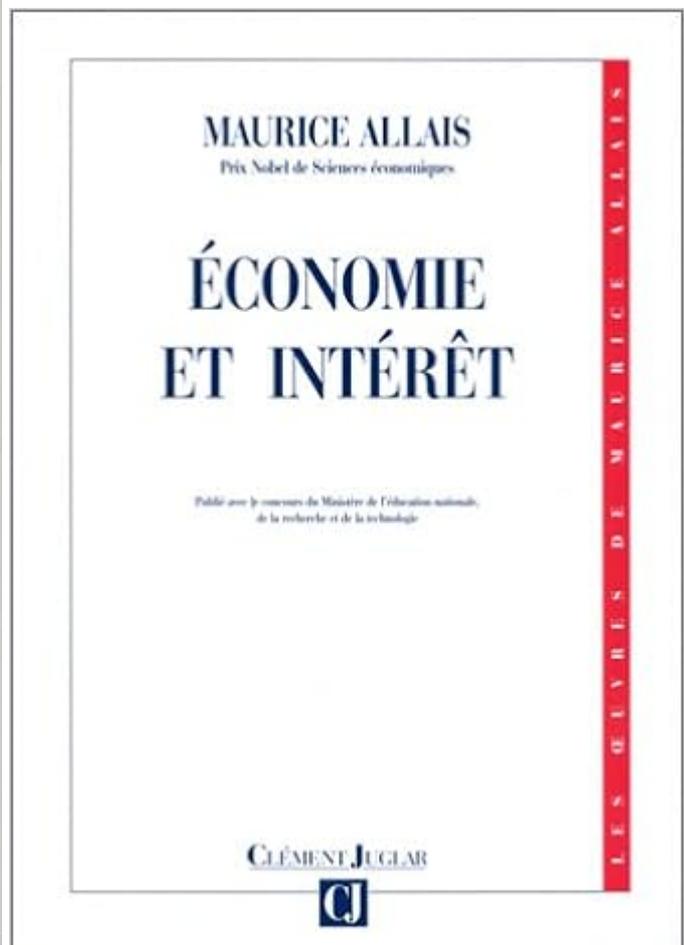
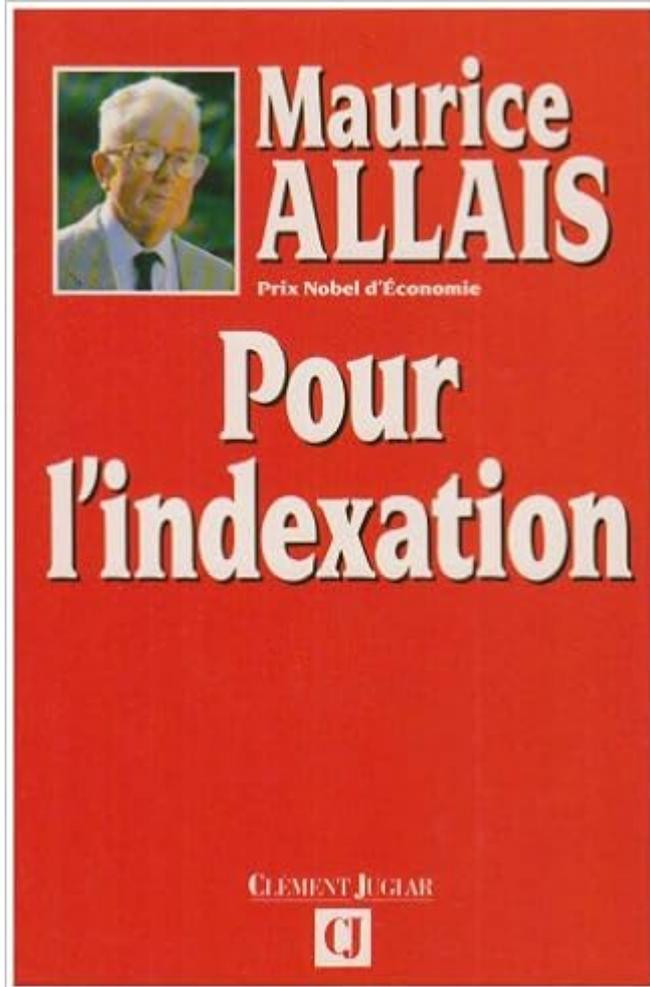
J'avais publié à l'époque, sur ce blog (avec son autorisation), le texte de son petit livre (introuvable, allez comprendre pourquoi) : « *La crise mondiale d'aujourd'hui. Pour de profondes réformes des institutions financières et monétaires.* » (1999) :



https://old.chouard.org/Europe/messages_recus/La_crise_mondiale_d_aujourd_hui_Maurice_Allais_1998.pdf

Il faut aussi signaler (mais il y a tant de livres de Maurice, je dois en avoir 30...) « *La mondialisation, la destruction des emplois et de la croissance : L'évidence empirique* » (1999), « *L'Europe en crise, que faire ? : Réponses à quelques questions, pour une autre Europe* » (2005) et « *Pour l'indexation, condition majeure d'efficacité, d'équité et d'honnêteté* » (1999), ainsi que « *Économie et intérêt* » (1947) :





J'ai été heureux que L'Humanité ([« Maurice Allais appelle à dire « non » au Traité européen. Entretien » avec Eric Laurent](#)),

François Ruffin (Fakir : [« MAURICE ALLAIS : « CONTRE LE MONDIALISME, VIVE LE PROTECTIONNISME ! »](#))

et Marianne ([« LETTRE OUVERTE AUX FRANÇAIS : CONTRE LES TABOUS INDISCUÉS »](#)) (trois médias « de gauche », donc, ayant l'intelligence de voir — et le courage de dire publiquement — l'intérêt pour tous du travail d'un homme pourtant classé « à droite ») lui aient donné la parole dans les derniers jours de sa vie.

Olivier Berruyer, de son côté, sur son excellent site (les-crises.fr), a publié une synthèse très intéressante sur le travail de Maurice : [« \[5 ans déjà\] Le testament de Maurice Allais \(1911–2010\) »](#) : <https://www.les-crises.fr/le-testament-de-maurice-allais/>

Et Marianne rappelle de temps en temps ce honteux bâillon imposé par la presse bancaire à ceux qui résistent aux banques, comme dans l'article ci-dessous, bien fait, d'Éric Conan, publié dans le numéro du 20 mai 2016.

Maurice Allais défendait l'intérêt général mordicus (il nous défendait contre les banques), alors que Jean Tirole... hum.

Heureusement, le niveau monte, et les « économistes » de banque et les « journalistes » de banque ont de plus en plus de mal à nous faire gober leurs bobards.

Bonnes lectures ☐

Étienne.

Jean Tirole : d'un prix Nobel d'économie à l'autre...

Samedi 21 mai 2016

[Eric Conan](#)

Jean Tirole, dernier prix Nobel d'économie français, est partout. Mais il ne faut pas se tromper : ce n'est pas parce qu'il a eu le Nobel que Jean Tirole intéresse les élites, mais parce que ce que dit ce Nobel leur plaît. Tout leur plaît chez lui. La preuve ? Le traitement inverse réservé au précédent Nobel d'économie français, Maurice Allais. Que personne n'invitait. Que ceux qui se prosternent devant Tirole boycottaient. Parce qu'il disait le contraire de leur oracle d'aujourd'hui.

Il est partout. Ils s'arrachent tous Jean Tirole, dernier prix Nobel d'économie français. Douze pages béates et la couverture de *l'Express*. Un éditorial de style nord-coréen dans *le Point* pour vanter ce « trésor national », son « intelligence à l'état pur », son travail « lumineux ». Et *l'Obs* invite à l'écouter pour « éclairer les décisions politiques », notamment contre « notre sacro-saint CDI ». Ce n'est pas la première fois qu'un fonctionnaire dénigre la garantie de l'emploi pour les autres. Ou recommande de transformer le salariat en variable d'ajustement. Beaucoup d'énarques savent faire cela. Mais lui est universitaire et prix Nobel. Cela change. Il assure dire « ce que dit la science ». Voilà pourquoi il a été beaucoup sollicité pour défendre la loi El Khomri. Il faut, pour mesurer l'état du système médiatique, avoir entendu un de ces journalistes de plateau télé (comme il y a des grenouilles de bénitier), demander la larme à l'œil à « celui qui sait » s'il ne souffre, « au plus profond de [lui]-même », d'être si peu obéi...

Il ne faut pas se tromper : ce n'est pas parce qu'il a eu le Nobel que Jean Tirole intéresse les élites, mais parce que ce que dit ce Nobel leur plaît. Tout leur plaît chez lui. D'abord, la délicieuse appellation de son université, rebaptisée *Toulouse School Of Economics*. Une forme de franchise, sa principale originalité, distinguée par le Nobel, étant d'avoir importé en France les dernières modes du néo-libéralisme universitaire américain. Moins partisan de supprimer les pathologies bancaires (titrisation et produits dérivés) que de déréguler le marché du travail, ce défenseur de la financiarisation de l'entreprise propose de faire de l'arbitrage du marché (de la pollution aux greffes d'organes) le principe universel des relations entre individus sans Histoire ni frontières.

La preuve que les élites saluent en Tirole moins le prix Nobel que l'écho de leur vulgate se vérifie par le souvenir du traitement inverse réservé au précédent Nobel d'économie français, Maurice Allais. Que personne n'invitait. Que ceux qui se prosternent devant Tirole boycottaient. Parce qu'il disait le contraire de leur oracle d'aujourd'hui.

Il y a plusieurs raisons de revenir sur le sort indigne réservé à Maurice Allais. Par justice pour ce grand savant, mort dans la solitude et la colère en 2010. Parce que *Marianne* publia en 2009 son dernier grand texte, sur la crise, « *Lettre ouverte aux Français : contre les tabous indiscutés* ». Et parce que la violence de son ostracisation atteste la capacité de censure des élites. Son pedigree semblait pourtant plus convaincant que celui de Tirole : macro-économiste et spécialiste de l'équilibre des marchés, de la monnaie et du risque financier, Allais avait été dès 1999 un des rares à annoncer dans le détail la crise de 2008.

Mais son explication était taboue : cette crise financière ne constituait que le symptôme d'une crise économique plus profonde provoquée par la déréglementation de la concurrence sur le marché mondial de la main-d'œuvre et la façon dont un système bancaire émancipé du contrôle politique en profitait par la dette. Se disant « libéral et socialiste », Allais dénonçait la « *chienlit laisser-fairiste* » néo-libérale et proposait de vraies réformes quand Tirole, ne parlant que de s'adapter à un « monde incertain », « qui a changé », « qui n'est plus comme avant », campe un personnage à la Cioran (« *Etre moderne, c'est bricoler dans l'incurable* »).

LA PRINCIPALE ORIGINALITÉ DE JEAN TIROLE EST D'AVOIR IMPORTÉ EN FRANCE
LES DERNIÈRES MODES DU NÉO-LIBÉRALISME UNIVERSITAIRE AMÉRICAIN.

Contrairement à Tirole, qui répète que « *les peuples sont fâchés avec l'économie* », Allais expliquait qu'une économie dominée par la finance organise la guerre entre les peuples. Et ce partisan de l'Union dénonçait le tournant néo-libéral de Bruxelles ayant provoqué désindustrialisation et chômage, en ouvrant « *l'Europe sans aucune protection extérieure face à la concurrence de pays dotés de coûts salariaux si faibles que s'en défendre devenait illusoire* ».

Les positions d'Allais le rendaient inclassable. « *Toute ma vie d'économiste, j'ai vérifié la justesse de Lacordaire : entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et la règle qui libère* », précisait l'économiste, dont son ami Raymond Aron avait bien résumé la prétention risquée : « *Convaincre les socialistes que le vrai libéral ne désire pas moins qu'eux la justice sociale, et les libéraux que l'efficacité de l'économie de marché ne suffit plus à garantir une répartition acceptable des revenus.* » Ses analyses iconoclastes sur la crise suffisaient à le marginaliser. Ses propositions l'ont diabolisé : il recommandait de casser la course au moins-disant social organisée par la spéculation financière en instituant un protectionnisme intelligent par « *ensembles régionaux présentant de mêmes conditions de revenus, et de mêmes conditions sociales* ».

Cet homme condamné au silence analysait avec humour son propre sort (et, de manière prémonitoire, celui de Jean Tirole...) : « *Je suis un prix Nobel... téléspectateur ! Les commentateurs économiques que je vois s'exprimer à la télévision pour analyser les causes de l'actuelle crise sont les mêmes qui y venaient auparavant pour analyser la bonne conjoncture avec une parfaite sérénité. Ils n'avaient pas annoncé l'arrivée de la crise, et ils ne proposent pour la plupart d'entre eux rien de sérieux pour en sortir. Mais on les invite encore.* »

D'où son interrogation sur les médias : « *Quelle est leur liberté par rapport au monde de la finance ? En particulier les multinationales, principales bénéficiaires, avec les milieux boursiers et bancaires, d'un mécanisme économique qui les enrichit, tandis qu'il appauvrit la majorité de la population française. Ils nous laissent le choix entre écouter des ignorants ou des trompeurs.* »

Source : Marianne, <http://www.marianne.net/jean-tirole-prix-nobel-economie-autre-100243091.html>

—

Fil Facebook correspondant à ce billet :

<https://www.facebook.com/etienne.chouard/posts/10154369399622317>